

Bruno Le Maire a présenté hier les grandes lignes du futur projet de loi sur l'industrie verte

« Industrie verte : ce que prépare Bercy pour armer la France dans la bataille mondiale », titre **Les Echos**, qui présente les grandes lignes du futur projet de loi sur l'industrie verte, façon de donner un nouveau souffle à la politique économique de l'exécutif. « Nous pensons qu'il est possible de donner un deuxième élan à la reconquête de l'industrie amorcée en 2017 », a assuré **Bruno Le Maire**. « Il n'y a pas de plus grand scandale économique en France depuis cinquante ans que les erreurs qui ont amené à la désindustrialisation du pays », a-t-il tonné. Le gouvernement veut une batterie de mesures qui puissent constituer une réponse française à l'IRA. « Dans la théorie des jeux, le dernier qui respecte les règles est celui qui perd au final », a prévenu le ministre. Il faut donc revoir la politique économique, et c'est à cela que devaient réfléchir les groupes de travail mis en place par Bercy – qui réunissaient parlementaires et acteurs de la société civile, sous la houlette du député Guillaume Kasbarian. Leurs propositions, dévoilées hier, donnent déjà le cadre du futur projet de loi, attendu dans le courant du printemps et que Bruno Le Maire a promis « simple et court ». L'objectif est d'obtenir un vote en première lecture à l'Assemblée nationale et au Sénat avant la mi-juillet. Tout ne sera pas forcément repris par l'exécutif, mais les grandes priorités émergent. « Il faut accélérer les autorisations d'ouverture de sites industriels », avertit Bruno Le Maire. « Le géant de la batterie ACC aura mis deux ans entre le choix d'implanter une usine et son inauguration. C'était une exception, il faut que cela devienne la règle », prévient Roland Lescure. L'objectif est donc de diviser par deux les procédures d'autorisation. Les groupes de travail prévoient aussi de renforcer la planification des implantations industrielles. Les membres de l'exécutif insistent aussi sur la nécessité « de favoriser la production nationale dans notre commande publique ». Les groupes de travail préconisent notamment de créer un « standard d'excellence environnementale ». Troisième priorité, la formation aux compétences indispensables, avec notamment la nécessité maintes fois invoquée de féminiser les métiers de l'industrie. Enfin, Bruno Le Maire a convenu que la bataille était aussi celle du financement. « Aujourd'hui, cette bataille est mondiale, pour des investissements de plusieurs milliards voire dizaines de milliards d'euros qui auront des conséquences pour plusieurs décennies », a-t-il avancé, invoquant un « Yalta de l'industrie verte » pour laquelle la France veut peser. Il faudra donc des mesures pour orienter l'épargne privée – les groupes de travail évoquent la création d'un « Livret vert » –, mais aussi et surtout du financement public. Parmi celles-ci, la création comme aux Etats-Unis de crédits d'impôts pour aider l'industrie à se décarboner ou pour aider certaines filières stratégiques dont la liste s'affine. (Les Echos, p.5)